



Infos retraités-ées



Retraité-e-s un jour Révolté-e-s toujours!!

Non les retraités-es ne sont pas des nanti-es !!

Cela fait plus d'une décennie que les retraités-es sont désigné-es comme responsables de tous les maux de la société. Tout est bon pour décrédibiliser voire humilier les retraités-es :

- * Ils et elles coûtent cher à la société.
 - * Leurs dépenses de santé sont 4 fois supérieures à celles des plus jeunes.
 - * Ils et elles sont dangereux sur les routes.
 - * Ils et plus sont plus souvent propriétaires que les autres ménages et économisent des loyers qu'ils accumulent sur leur livret A.
 - * Leur pouvoir d'achat est supérieur à celles et ceux qui travaillent, notamment les précaires.
 - * Ils et elles sont responsables de la dette et coulent le pays, cette démagogie ancienne qui prend d'inquiétantes proportions a permis au patronat et aux différents gouvernements inféodés au monde la finance d'imposer diverses mesures contre les retraités :
 - * Suppression de la demi-part fiscale.
 - * Instauration de la Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA).
 - * Augmentation de la Contribution sociale généralisée (CSG) et instauration de plusieurs seuils.
 - * Désindexation des pensions sur la moyenne des salaires quand ce n'est pas leur gel pur et simple.
- Désormais, le gouvernement et le patronat veulent s'attaquer à l'abattement fiscal de 10 % à l'alignement du taux de la CSG sur celui des actifs-ives et souhaitent désindexer les pensions de l'inflation pour y substituer une augmentation forfaitaire échelonnée selon les ressources. Et maintenant le gouvernement veut faire les poches des salariés, retraités et chômeurs pour payer « **l'effort de guerre** ». Les retraités-es ne sont aucunement responsables des dérives des finances publiques. Ce ne sont pas elles ni eux qui ont décidé/s
- * Les exonérations de cotisations sociales des entreprises de 85 milliards d'euros par an sans aucune contrepartie en matière d'emplois, de salaires ou de condition de travail.
 - * La suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF)
 - * La réduction du taux d'imposition des entreprises etc.....

Le bilan est édifiant, la Bourse ne s'est jamais aussi bien portée, des dividendes versés aux actionnaires battent des records chaque année. En 10 ans, la fortune des milliardaires a augmenté de 439 %. La réalité des retraités-es n'est pas celle que l'on veut bien nous montrer dans les médias : 2 millions de retraités-es vivent en dessous du seuil de pauvreté et 60 % touchent une pension inférieure au Smic. Les hausses annoncées des prix de l'électricité, du gaz, des cotisations mutualistes, des assurances et des produits alimentaires ne vont pas arranger les choses. C'est la raison pour laquelle, l'Union Confédérale des Retraités-es CGT exige l'augmentation immédiate de 10 % de toutes les pensions et de 300 euros sur les petites pensions. Ces revendications sont pleinement justifiées par les pertes subies au cours de ces dernières années.



Retraites : François Bayrou dit non aux 62 ans et trahit la parole donnée aux organisations syndicales !!

Le premier ministre a fermé la porte, ce dimanche, à la possibilité d'un retour à 62 ans de l'âge légal de départ, torpillant les conclaves en cours avec les syndicats, qui dénoncent des propos « scandaleux » et « incompréhensibles ».

Il avait affirmé qu'il n'y aurait, sur le sujet, « ni totem ni tabou ». Il n'a pas fallu deux mois à François Bayrou pour se dédire. Enjambant allégrement le calendrier de onze rendez-vous prévus avec les syndicats, d'ici au mois de mai, sur la question de l'abrogation de la réforme des retraites, le premier ministre, interrogé ce dimanche sur France Inter, a asséné un non cinglant à l'éventualité d'un retour à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite (contre 64 ans dans la loi), au prétexte que le contexte international, marqué par la guerre en Ukraine, ne le permettrait pas.

« C'est absolument scandaleux », a réagi dans la foulée, auprès de l'Humanité, Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT chargé des négociations sur les retraites. Le représentant syndical dénonce « une trahison de la parole donnée aux organisations syndicales et aux parlementaires », qui est aussi, selon lui, l'aboutissement d'une stratégie visant, depuis plusieurs semaines, « à torpiller le processus de discussions en cours » (trois sessions de réunions sur onze ont déjà eu lieu). Ceci est finalement cohérent avec les réelles positions de François Bayrou qui, en bon macroniste, est depuis toujours favorable à cette réforme, derrière sa très opportuniste façade d'ouverture au dialogue », analyse le syndicaliste.

Il pointe par ailleurs le « cynisme absolu » consistant à dresser l'argument de la menace d'une guerre pour justifier cette volte-face : « La guerre, c'est le contraire du progrès social. Et c'est justement maintenant qu'il ne faut surtout pas céder sur nos fondamentaux », martèle Denis Gravouil.

Une position partagée par le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, qui a réagi, sur son compte X, au revirement du premier ministre : Au nom de l'économie de guerre, François Bayrou dit « non » au retour à la retraite à 62 ans. Voilà pourquoi nous dénonçons les discours guerriers qui alimentent les conflits et font aussi reculer les droits des travailleurs. Non à l'économie de guerre, oui au progrès social !! »

